

Nous, Via Campesina, un mouvement croissant de travailleurs agricoles, paysans, organisations paysannes et de peuples indigènes de toutes les régions du monde, savons que la sécurité alimentaire ne peut être assurée sans tenir pleinement compte de ceux qui produisent l'alimentation.

Se nourrir est un droit humain de base. Ce droit ne peut être assuré que dans un système où la souveraineté alimentaire est garantie. La souveraineté alimentaire est le droit de chaque pays de maintenir et développer sa propre capacité de produire son alimentation de base, en respectant la diversité culturelle et agricole. Nous avons le droit de produire notre propre alimentation sur notre propre territoire. La souveraineté alimentaire est une condition préalable d'une véritable sécurité alimentaire.

Nous, Via Campesina, rejetons les conditions économiques et politiques qui détruisent nos conditions de vie, nos communautés, notre culture et notre environnement naturel. La "libéralisation" du commerce et ses politiques économiques d'ajustement structurel ont globalisé la pauvreté et la faim dans le monde et détruisent les capacités de production locale et les sociétés rurales. Cette politique ne tient pas compte de la sécurité alimentaire des personnes. C'est un système injuste qui met en danger la nature et les personnes dans le seul but de générer des profits pour quelques-uns. L'accès à et le contrôle de la terre, de l'eau, des semences et des ressources naturelles est dénié aux paysans et petits agriculteurs. Notre réponse à ce développement de plus en plus hostile est de le mettre en cause collectivement et de développer des alternatives.

Nous sommes déterminés à créer des économies rurales basées sur le respect de la planète, de la souveraineté alimentaire, et d'un commerce équitable. Les femmes jouent un rôle central dans la souveraineté alimentaire des familles et des communautés. Elles ont donc un droit fondamental aux ressources pour la production alimentaire, à la terre, au crédit, au capital, à la technologie, à l'éducation et aux services sociaux. Elles doivent avoir l'opportunité équivalente de développer et d'employer leurs compétences. Nous sommes convaincus que le problème global de l'insécurité alimentaire peut et doit être résolu. La souveraineté alimentaire ne peut être obtenue qu'à travers la solidarité et la mise en œuvre politique d'alternatives.

La sécurité alimentaire à long terme dépend de ceux qui produisent l'alimentation et préservent l'environnement naturel. En tant que "stewards" des ressources de production alimentaire, nous tenons les principes suivants comme base nécessaire pour parvenir à la sécurité alimentaire.

{{{SE NOURRIR, UN DROIT HUMAIN FONDAMENTAL}}}

Se nourrir est un droit humain fondamental. Chacun doit avoir accès à une nourriture saine, nourrissante, culturellement appropriée, en quantité et qualité suffisante pour soutenir une vie en bonne santé, avec une dignité humaine complète. Chaque État devrait déclarer l'accès à l'alimentation comme un droit constitutionnel et garantir le développement du secteur primaire de production pour assurer la réalisation concrète de ce droit fondamental.

{{{POUR LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE: LA REFORME AGRAIRE}}}

Nous demandons une véritable réforme agraire qui donne aux agriculteurs sans terre, en particulier les femmes, la propriété et le contrôle de la terre qu'elles travaillent, et qui rende leurs territoires aux peuples indigènes. Le droit à la terre doit être libre de toute discrimination basée sur le sexe, la religion, la race, la classe sociale ou l'idéologie. La terre appartient à ceux qui la travaillent.

Les familles paysannes, en particulier les femmes, doivent avoir accès à la terre productive, au crédit, à la technologie, aux marchés et aux services. Les gouvernements doivent établir et soutenir des systèmes de crédit rural décentralisés. Pour garantir le crédit, les capacités de production devraient être utilisées de préférence à la terre.

Pour encourager les jeunes à rester dans les communautés rurales en tant que citoyens productifs, le travail de production alimentaire et d'entretien de la terre doit être suffisamment valorisé, d'un point de vue économique et social. Les gouvernements doivent faire des investissements publics à long terme pour développer une infrastructure rurale appropriée sur le plan social et environnemental.

{{{SOUVERAINETE ALIMENTAIRE: PROTEGER LES RESSOURCES NATURELLES}}}

La souveraineté alimentaire suppose de prendre soin et d'utiliser les ressources naturelles de façon durable, en particulier la terre, l'eau et les semences. Nous, qui travaillons la terre, devons avoir le droit de pratiquer une gestion durable des ressources naturelles et de préserver la biodiversité. Cela ne peut être fait sur une base économique saine qu'avec la sécurité de la terre, de sols sains, et une utilisation réduite des produits agro-chimiques.

La durabilité à long terme exige de cesser la dépendance vis à vis des intrants chimiques, des monocultures d'exportation, et des modèles de production intensifs et industrialisés. Il faut des systèmes naturels équilibrés et diversifiés.

Les ressources génétiques sont le résultat de milliers d'années d'évolution et appartiennent à toute l'humanité. Elles représentent le travail soigneux et la connaissance de nombreuses générations de peuples ruraux et indigènes. Le brevetage et la commercialisation des ressources génétiques par des firmes privées

doivent être interdites. L'accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle est inacceptable. Les communautés paysannes ont le droit d'utiliser librement et de protéger les ressources génétiques, incluant les semences, qu'elles ont développées historiquement. Cela est une des bases de la souveraineté alimentaire.

{{{SOUVERAINETE ALIMENTAIRE: REORGANISER LE COMMERCE ALIMENTAIRE}}}

La nourriture est d'abord et avant tout une source nutritive et seulement secondairement un objet de commerce. Les politiques agricoles nationales doivent donner la priorité à la production domestique et à l'autosuffisance alimentaire. Les importations alimentaires ne doivent pas éliminer la production locale ni faire baisser les prix. Cela signifie que le dumping et les subventions à l'exportation doivent cesser. Les paysans ont le droit de produire les produits de base essentiels pour leur pays et de contrôler la commercialisation de leurs produits.

Les prix des produits alimentaires sur les marchés internes et internationaux doivent être régulés et refléter leurs vrais coûts de production, afin d'assurer aux familles paysannes un revenu suffisant. Il est inacceptable que le commerce alimentaire continue d'être basé sur l'exploitation économique des plus vulnérables - les producteurs les plus pauvres - et la dégradation continue de l'environnement.

Il est également inacceptable que les décisions concernant le commerce et la production soient dictées par le besoin de devises pour rembourser la dette. Cette dette représente un poids disproportionné pour les ruraux. Nous demandons que cette dette soit annulée.

{{{SOUVERAINETE ALIMENTAIRE:METTRE UN TERME A LA GLOBALISATION DE LA FAIM}}}

Les institutions multilatérales et la spéculation financière rendent impossible la souveraineté alimentaire. Le contrôle croissant des politiques agricoles par les firmes multinationales a été facilité par des organisations multilatérales comme l'OMC, la Banque Mondiale, et le FMI. Nous demandons une régulation et une taxation des capitaux spéculatifs et un code strict de conduite pour les firmes multinationales.

LA PAIX :UNE CONDITION PREALABLE DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Chacun a le droit d'être libre de toute violence. L'alimentation ne doit pas être utilisée comme une arme. Le degré croissant de pauvreté et de marginalisation dans le monde rural, ainsi que l'oppression croissante des minorités ethniques et des populations indigènes aggravent l'injustice et le désespoir. Le déplacement, l'urbanisation forcée, et la répression des paysans n'est pas tolérable. Nous dénonçons la discrimination raciale croissante dans les campagnes.

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE: POUR UN CONTROLE DEMOCRATIQUE

Les paysans et petits producteurs doivent pouvoir intervenir directement dans la formulation des politiques agricoles à tous les niveaux. Cela inclut l'actuel Sommet Mondial de l'Alimentation de la FAO, dont nous avons été exclus. L'ONU et les organisations associées doivent se démocratiser pour le rendre possible. Chacun a le droit à une information vraie et honnête, à un processus de prise de décision libre et démocratique. Ces droits forment la base pour une bonne gouvernance, responsabilité et juste participation à la vie économique, politique, et sociale, libre de toute forme de discrimination. Les femmes rurales en particulier doivent pouvoir participer directement et activement aux prises de décision concernant les questions alimentaires et rurales.

Via Campesina
11-17 novembre 1996, Rome, Italie